

L'eau, un élément vital... pour tous

La limite des eaux

Les enfants étaient sales après plusieurs jours sans s'être lavés. Ils sentaient mauvais. Les abeilles volaient près des pots, disputaient aux humains les dernières gouttes d'eau. Les femmes brûlaient du fumier dans la maison pour chasser les abeilles. Les hommes contemplaient tout cela avec une résignation infinie. La faim, la soif, la saleté et la fatalité se donnaient rendez-vous.

Quelques jours après j'ai vu le camion-citerne d'un quartier refuser de donner de l'eau à des familles parce qu'elles étaient dans l'opposition. Je ne pouvais pas le croire, et vingt ans plus tard je n'arrive pas encore à le croire quand je vois cette scène se répéter, sans doute la plus diabolique que j'aie vécue dans ma vie.

L'expérience de la soif

Deux ans de suite de sécheresse allaient déstructurer tout ce que je comprenais de la vie. J'avoue que je n'ai plus jamais été le même. Au cours de ces vingt ans dans le sertao de Bahia, je n'ai jamais pu cacher le désarroi que produisent chez moi le manque d'eau, la soif des gens et des animaux, la manipulation cruelle de ce besoin fondamental par la classe politique du nord-est brésilien - presque tous des chrétiens catholiques, donc des frères par leur appartenance à l'Église - et l'indifférence de l'élite nationale devant une si grande cruauté...

[...] quand j'ai entendu dire que l'ONU prévoit que vers l'an 2050, 40% de l'humanité manquera d'eau, ces scènes me sont revenues à la mémoire avec la puissance d'un volcan. ([...] Avec l'autorité que donne l'expérience, je crois honnêtement que nous avons donc beaucoup à dire sur cette question.)

Le défi de l'eau

Le défi de l'eau est apparu récemment avec la force d'un torrent pressé par des rives trop étroites. **Nous avons tout à coup pris conscience que 70% de la superficie de la terre est couverte d'eau. Et que 97% de l'eau de la planète est salée.** [...]

La destruction des sources, la contamination des rivières et de la nappe phréatique, la fonte des glaces polaires, les pluies acides, la croissance de la population ... sont des facteurs qui viennent aggraver la situation déjà tragique en soi pour des milliards d'êtres vivants sur la surface de la terre.

La réaction de l'élite mondiale a été rapide et efficace. L'eau est devenue un élément vital, irremplaçable, doté de valeur économique et stratégique pour le modèle actuel de développement. L'eau est précieuse aussi pour l'aménagement des terrains, le loisir et la santé. Très tôt le combat s'est engagé pour obtenir le contrôle des sources. La privatisation de l'eau est un processus en marche. Un mécanisme fondamental est le contrôle du débit des cours d'eau. On parle de l'eau comme d'une marchandise, de «pétrolisation» de l'eau. Avec cette mise en marché de l'eau, nous savons d'avance qui vont être les gagnants et les perdants. [...]

Une situation radicale

Nous sommes devant une situation radicale. Ce n'est pas seulement l'environnement ou le modèle néolibéral qui est en crise, mais notre modèle de civilisation. La révolution industrielle, grâce à l'innovation technologique, a gravement endommagé la nature. La gauche politique, si critique des relations sociales dégradantes découlant du modèle industriel, n'a pas perçu que cette dégradation atteignait aussi la relation entre la société et la nature. [...]

La nature ne supportera pas un autre siècle aussi dévastateur. La génération actuelle n'a pas d'excuse car elle a à sa disposition tous les éléments nécessaires pour réajuster sa conduite envers la nature. L'utilisation rationnelle de l'eau est devenue inévitable, mais on peut éviter que le coût de cette opération ne retombe que sur les épaules des pauvres. Enfin, on doit conserver l'eau parce qu'elle est aussi vie, beauté, plaisir et enchantement.

L'avenir n'a jamais autant dépendu du présent. L'océan nous demande d'apporter une goutte d'eau.

Fannie Brisson

Source: Malvezzi, Roberto
Agenda latino-américain 2001

- SOMMAIRE -

| | |
|--|-----|
| Baisse de l'aide au développement international | p.2 |
| Ce que le peuple américain doit comprendre | p.2 |
| L'ONU à Sherbrooke..... | p.3 |
| Jeu questionnaire sur la désertification | p.3 |
| Projets de développement au Mali | p.4 |
| Programme réseau populaire de santé..... | p.5 |
| Une aventure péruvienne | p.6 |
| Des étudiants en République Dominicaine | p.7 |
| Des suggestions de lecture à saveur internationale | p.8 |

Ce spécial international a été rendu possible grâce à la collaboration du
Carrefour de Solidarité Internationale



-- ÉDITORIAL --

Aide internationale et surplus budgétaires

Et si on s'en parlait...

Le présent numéro du journal Entrée Libre porte essentiellement sur les questions internationales. Dans ce contexte, une des questions que l'équipe de rédaction s'est posée est la quasi-absence des questions internationales et des questions reliées aux affaires extérieures lors de la dernière campagne électorale canadienne. Et pourtant...

Partage des richesses ici et ailleurs

Rappelons tout d'abord que l'ONU a fixé à 0,7% du Produit National Brut (PNB*) l'objectif à atteindre en ce qui concerne l'aide étrangère pour les pays dits développés. En 1992-1993, le Canada a accordé 0,49% du PNB à l'aide étrangère. Cette aide a chuté à 0,26% en 2000-2001. Le gouvernement libéral a beau tenir un discours teinté de compassion pour les pays moins favorisés, mais il semble que la réalité est tout autre !!! Comme on peut le constater, le Canada est bien loin de l'objectif fixé par l'ONU. En effet, il faudrait plus que doubler l'aide accordée actuellement par le Canada pour atteindre cet objectif (de 0,26% à 0,7%).

Pourtant, le gouvernement canadien «nage» dans les surplus budgétaires. Nous ne reviendrons pas sur la provenance principale de ces surplus sinon pour souligner que ceux-ci ont été faits principalement sur le dos des plus démunis de notre société au profit des mieux nantis... Prenant acte de ces importants surplus budgétaires, on peut se questionner sur le fait que l'aide internationale n'en profite pas vraiment...

Les impôts sont un des mécanismes importants du partage de la richesse dans un pays (du moins en théorie...). Les différents gouvernements des dernières décennies, tant sur le plan provincial que fédéral, ont adopté des politiques budgétaires et fiscales profitant davantage aux plus riches qu'aux plus pauvres de notre société, pervertissant ainsi l'objectif principal que devrait viser l'établissement d'impôts. En ce sens, la diminution du % du PNB accordée aux pays moins bien nantis ne représente qu'une transposition de cette orientation sur le plan de l'aide internationale...

Pendant ce temps...

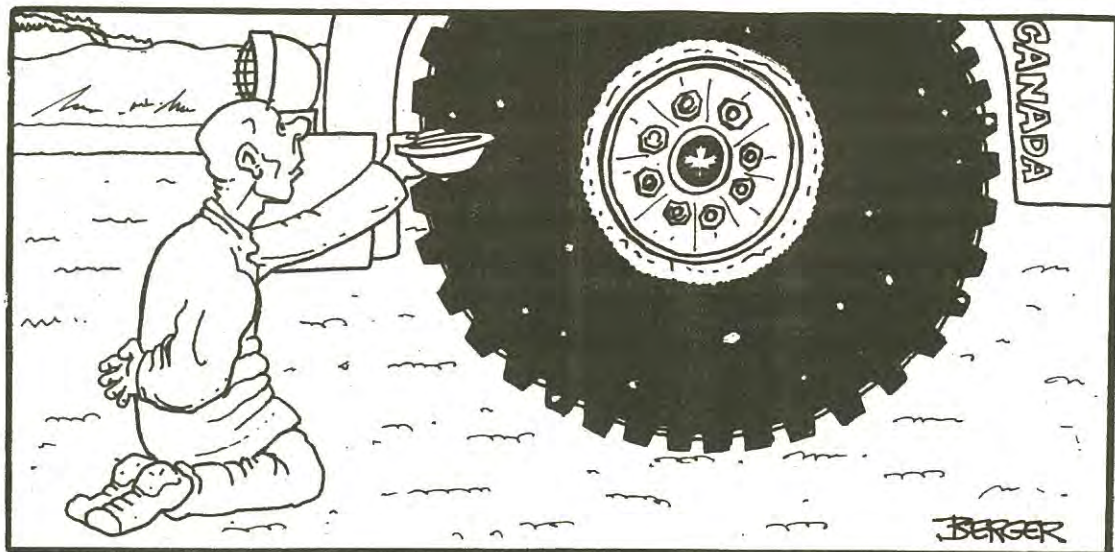
Pendant que le gouvernement accorde des cadeaux aux riches de notre «plus beau pays au monde» (Jean Chrétien), les conditions de vie de millions de personnes à travers le monde se détériorent allant jusqu'à la mort. D'ailleurs, l'UNICEF, dans son rapport publié en décembre 2000, souligne que plus de 30,500 enfants meurent encore chaque jour de causes évitables (manque d'eau ou mauvaise qualité de celle-ci, manque de nourriture, maladies bénignes mais non soignées, etc...).

Il est grand temps que les plus pauvres des pauvres de notre société planétaire profitent des richesses des pays plus aisés (sans nier la pauvreté d'ici qu'il faut aussi enrayer). À la mondialisation de l'économie et la privatisation des richesses entre quelques mains, il faut opposer la mondialisation de la solidarité et de la collectivisation de ces mêmes richesses provenant, la plupart du temps, du travail de millions de personnes...

Nous nous prononçons sans équivoque pour un partage équitable des richesses et pour l'établissement d'une société basée sur une plus grande justice sociale, et ce, tant sur le plan local, régional, provincial, national qu'international. Et vous ?

L'équipe du journal

*Le PNB est la somme totale que représente l'ensemble des biens produits et services rendus dans un pays donné.



Dessin: Pierre Berger

Un évêque des États-Unis écrit au président Clinton

Ce que le peuple américain doit comprendre

Vous dites que nous sommes la cible de représailles parce que nous défendons la démocratie, la liberté et les droits humains dans le monde. Quelle plaisanterie!

Nous sommes la cible des terroristes parce que, dans une grande partie de la planète, notre gouvernement soutient la dictature, l'esclavage et l'exploitation d'êtres humains. Nous sommes la cible des terroristes parce que les gens nous détestent. Et les gens nous détestent parce que notre gouvernement les traite de façon odieuse.

Dans combien de pays des représentants de notre gouvernement ont renversé des dirigeants élus par le peuple et leur ont substitué des dictatures militaires fantoches, prêtes à vendre leur propre pays à des sociétés multinationales américaines!

Nous l'avons fait en Iran quand les «marines» des États-Unis et l'Agence Centrale de Renseignements (CIA) ont renversé Mossadegh qui dans les termes suivants voulait nationaliser

l'industrie pétrolière. Nous l'avons alors remplacé par le Schah et nous avons armé, formé et payé son odieuse garde nationale Savak qui a asservi et traité brutalement le peuple iranien; et tout cela, pour protéger les intérêts financiers de nos compagnies pétrolières! Peut-on se surprendre alors qu'il y ait des gens en Iran qui nous détestent?

Nous l'avons fait aussi au Chili et au Vietnam. Et tout récemment, nous avons tenté de le faire en Irak.

Et, bien sûr, que de fois ne l'avons-nous pas fait au Nicaragua et dans le reste des républiques «bananières» de l'Amérique Latine! Que de fois nous avons exilé des dirigeants du peuple qui voulaient que les richesses de la terre soient réparties entre les personnes qui la travaillaient. Nous leur avons substitué des tyrans

criminels pour qu'ils trahissent leur pays et pour qu'il répartissent la richesse de la terre entre la «Domino Sugar», la «United Fruit Company», la «Folgers» et la «Chiquita Banana».[...]

Au lieu d'entraîner les terroristes et les escadrons de la mort, nous devrions fermer l'École des Amériques. Au lieu de soutenir l'insurrection, la déstabilisation, le crime et la terreur dans le monde entier, nous devrions abolir la CIA et donner l'argent que représente son fonctionnement à des organismes de solidarité.

Voilà la vérité, monsieur le Président. Voilà ce que le peuple américain doit comprendre.

Fannie Brisson

Source: BOWMAN, Robert
Evêque

Agenda Latino-Américain 2001

Journal communautaire
bimestriel



187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél.: 821-2270
Courriel: Entre@aide-internet.org

Equipe de rédaction

Carole Archambault
Pierre Beauséne
Fannie Brisson
Dominique Desautels
Normand Gilbert
Karine Therrien

Mise en page

Fannie Brisson
Louise Daigle

Correction

Fannie Brisson
Louise Daigle

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Petronella van Dijk
Jessica Dostie
Daniel Vanoverschelde
Denis Poudrier
Chantal Guillemette
Me Micheline Plante
Jasmin Parenteau

Éditeur: La Voix Ferrée inc.

Impression: The Record

Distribution:

Distribution publicitaire Estrie

Poste Publication: Enrg. 7082

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François pour l'est.

AMECO Association des médias écrits communautaires du Québec

Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

Distribution Assermentée
AVDA

R.P.M. Média
Placement
COMMUNAUTAIRE

La paix mondiale est impossible... sans toi

La Simulation de l'Assemblée des Nations Unies, tenue à Sherbrooke le 8 décembre 2000, a encore été un succès avec une centaine d'élèves venus de huit écoles secondaires de la région (du Phare, Le Triplet, Montcalm, Le Tournesol, Alexander Galt, Collèges Mont-Notre-Dame et Sacré-Coeur et Juvénat de Bromptonville).

Sous le thème «La paix mondiale est impossible... sans toi», une dizaine d'étudiants de l'Université de Sherbrooke, ceux-là même qui sont allés à New-York faire le même genre d'exercice, ont joué les rôles de représentants des Nations Unies. Après les allocutions de Chantal L'Espérance, première, de Bibiane Roy, directrice générale du Carrefour de Solidarité Internationale et de Pierre Morency, il y a eu lecture d'un mot que Louise Fréchette, vice-secrétaire aux Nations Unies, adressait aux jeunes de l'Estrie.



La matinée s'est ensuite déroulée en Commissions, avec les propositions de résolutions suivantes :

La Commission sur le travail des enfants qui demande aux pays de ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant, encourage la coopération entre les pays et la promotion des campagnes de sensibilisation et d'information.

La Commission sur le racisme qui encourage la création d'un fonds monétaire international qui servirait à développer des centres d'information gérés par des ONG.

La Commission sur les conflits armés qui propose un Conseil de médiateurs ayant pour mandat de rapprocher les parties en cause afin d'entreprendre un processus de paix et suggère la création d'une division de Casques bleus permanente.

La Commission sur les changements climatiques qui propose la création du Fonds international pour la préservation de l'environnement, dont une partie serait allouée à la création de Casques verts et appelle les parties au Protocole de Kyoto à abolir l'échange de droits d'émissions qui mine l'essence même du Protocole (article 17).

Ces propositions de résolution ont ensuite été débattues en Assemblée générale à l'issue de laquelle chacun des élèves a reçu un certificat de participation.

La Simulation de l'Assemblée générale des Nations Unies est une activité annuelle du CSI qui s'inscrit dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale, chapeautées par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

Petronella van Dijk

Responsable des événements éducatifs au CSI

Jeu questionnaire

Connaissez-vous bien le processus de désertification?

Voici un petit jeu questionnaire qui vous permettra de vérifier vos connaissances et, espérons-le, de mieux comprendre les enjeux et l'urgence de la lutte contre la désertification.

1. La désertification se définit comme suit:

- a) une avancée progressive des déserts
- b) une dégradation progressive des terres qui entraîne la mort des plantes, l'infertilité des sols et la formation d'une couche désertique
- c) une terre qui ne reçoit pas assez d'eau
- d) une terre épuisée par les peuples nomades

2. Le pourcentage de la population mondiale touchée par la désertification est de:

- a) 2 à 5%
- b) 5 à 10%
- c) 15 à 20%
- d) 30 à 35%

3. La désertification touche plus de 100 pays dont 90 sont en voie de développement. Comment peut-on expliquer que les populations de ces mêmes pays aggravent parfois le processus de désertification?

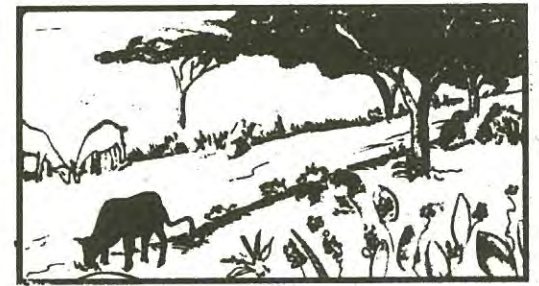
- a) elles sont démunies et impuissantes face au problème
- b) elles ne connaissent pas suffisamment le processus de désertification
- c) la pauvreté et le manque de ressources les obligent à surexploiter leurs terres (surpâturage, déboisement). C'est souvent une question de survie quotidienne
- d) elles ne se préoccupent pas des questions environnementales

4. La moitié des 900 millions de personnes affectées par la désertification vivent:

- a) en Asie
- b) en Afrique, dans les pays du Sahel
- c) au Sahara ou d) en Amérique latine

5. Depuis 1994, il existe une Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse. Celle-ci fut fortement réclamée au Sommet de Rio par:

Réponses: 1b; 2c; 3c; 4b; 5b; 6a; 7d; 8c et d.



- a) les pays européens
- b) les pays africains
- c) les pays d'Amérique latine
- d) les pays d'Amérique du Nord

6. À ce jour, combien de pays on ratifié la Convention?

- a) plus de 100 pays
- b) 25
- c) 50
- d) 75

7. Un des éléments importants qui prive les paysans de nombreux pays en développement des meilleures terres agricoles est:

- a) l'absence d'irrigation
- b) la croissance démographique
- c) les changements climatiques à l'échelle mondiale
- d) l'exigence pour les pays du Sud de produire des cultures d'exportation (café, cacao, fruits, arachides, coton, etc.)

8. Pour contrer les effets de la désertification dans les pays en voie de développement, il faut absolument que le Nord accorde la priorité à:

- a) la réalisation de nombreuses études sur la question
- b) l'exportation de hautes technologies d'irrigation
- c) la participation des populations touchées aux solutions
- d) un investissement significatif en faveur des populations en crise

Fannie Brisson

Campagne réalisée par le Carrefour solidarité tiers-monde (647-5853) et Solidarité Canada Sahel (514-522-6077)

Appel Salvador

Le Salvador a besoin d'aide!

La générosité estrienne est sollicitée pour venir en aide aux centaines de Salvadoriens et Salvadoriennes en détresse suite au tremblement de terre de la semaine dernière.

Pour effectuer des dons, communiquez en tout temps avec CARITAS au 566-6345 ou avec la Croix rouge canadienne au 1-800-418-1111. Merci!!!

Des reporters en danger!

Malgré de nombreux discours qui réclament la liberté d'opinion et d'expression à travers le monde, les atteintes à la liberté de presse seraient toujours monnaie courante dans plusieurs pays selon le dernier bilan de *Reporters sans Frontières* diffusé au début du mois de janvier 2001. En effet, plusieurs pays condamnent encore un grand nombre de médias au silence en employant, plus souvent qu'autrement, la force.

Durant l'année 2000, moins de journalistes ont été tués ou interpellés qu'en 1999. Les morts se dénombrent pourtant toujours par dizaines, soit 26 l'année passée. Ces journalistes, souvent victimes de groupes rebelles ou de mafias, se voient dans l'obligation de choisir entre taire leurs opinions ou les clamer haut et fort, souvent au péril de leur vie et de leur liberté.

À l'autre bout du monde

Des pays où sévissent des situations de guerre ou de conflits armés deviennent ainsi la scène de drames et d'atteintes à la liberté de la presse. De plus, 77 reporters sont présentement emprisonnés aux quatre coins du globe.

À eux seuls, quatre pays retiennent derrière les barreaux plus de la moitié des journalistes emprisonnés dans le monde : la Birmanie, la Chine, l'Iran et l'Éthiopie. De nombreux représentants de la presse y ont d'ailleurs été incarcérés sans explication.

En plus de l'emprisonnement en lui-même, les journalistes vivent parfois de pénibles expériences entre les murs des prisons. « Certains d'entre eux ont été battus, maltraités, voire fouettés*. » Bref, les conditions de détention de certains prisonniers demeurent déplorables. On a même vu les autorités pénitentiaires de Birmanie et de Syrie refuser de soigner plusieurs journalistes: une attitude inconcevable. Après tout, ces prisonniers restent des êtres humains au même titre que tous les autres et ne méritent pas de voir leurs droits fondamentaux bafoués.

Plus près de chez nous...

Nul besoin de se rendre aussi loin pour constater à quel point la liberté d'expression et d'opinion se voit restreinte. Il suffit de penser à la tentative d'assassinat qu'a vécue Michel Auger du *Journal de Montréal* l'automne passé. Un cas isolé au Québec, peut-être, qui n'en démontre pas moins à quel point fouiller certains dossiers chauds afin d'informer adéquatement la population peut constituer une activité dangereuse.

Même le réseau Internet commence à être réglementé et contrôlé par certains gouvernements. Voilà un autre moyen d'empêcher les citoyens de contourner la censure pour obtenir des informations plus précises sur un sujet donné. De quoi ne plus savoir où va le monde...

Jessica Dostie, pour le CRÉMI

* Reporters sans frontières : <http://www.rsf.fr>

Projet outre-mer

Les yeux brillent au Mali

Le cœur plein d'espoir, les Maliens et Maliennes jouissent de mains secourables en Estrie et ailleurs. Parmi elles, le Carrefour de solidarité internationale (CSI). En collaboration avec l'organisme malien Kilabo, le CSI favorise de meilleures conditions de vie pour la communauté malienne. De nombreuses activités sont organisées pour aider le Mali, l'un des pays les plus pauvres de notre planète.

Au Mali, on retrouve quelques arbres frêles parsemant une terre déshydratée et ridée par le soleil. Le petit bétail et les volatiles déambulent dans les rues poussiéreuses. Les enfants sont partout; ils représentent 50% de la population. Mais plusieurs d'entre eux mourront avant d'atteindre l'âge adulte. Malgré cela, les Maliens aiment rire et fêter. C'est un peuple chaleureux pour lequel le mot d'ordre est la solidarité humaine.

À la soupe!

Depuis dix ans, la vie des Maliens et Maliennes s'est beaucoup améliorée grâce au partenariat entre Kilabo et le CSI. Dans la région de Dioïla, l'Association Kilabo a aidé les villageois de Boyan à creuser des puits pour permettre aux femmes de pratiquer la culture maraîchère pendant la saison sèche. Ainsi, les familles s'alimentent mieux et les femmes gagnent un peu d'argent en vendant des légumes au marché. De plus, Kilabo leur a fait don d'un moulin pour moudre le grain et d'une presse pour changer le karité en beurre.

Les agriculteurs ont également reçu de l'équipement agricole augmentant ainsi leur production céréalière. Dans la même veine, on a aménagé une pépinière garnie d'espèces fruitières et forestières dans chaque village. Les habitants ont ainsi acquis les techniques de culture des plants et se sont



Photo : CSI

sensibilisés aux problèmes de la dégradation des sols.

On a pensé à tout! Même un volet petit élevage a été mis sur pied dans le but de permettre aux villageois de connaître la santé animale et l'élevage des petits ruminants. On a formé quatre aide-vétérinaires pour chaque village. Ce projet aura permis l'augmentation des revenus des villages et celle de la qualité de l'alimentation.

Formation essentielle

En plus d'une pharmacie, les habitants ont construit un centre de maternité servant aussi de centre de formation. Les femmes accouchent donc dans les meilleures conditions d'hygiène. En outre, du personnel formé est à leur disposition.

Grâce aux économies amassées en cours de programme, la construction ou la rénovation de centres d'alphabétisation ont été rendues possibles. On a formé des éducateurs dans chaque village afin d'alphabétiser des groupes d'hommes et de femmes. Dès lors, plus d'une centaine de personnes ont suivi des sessions d'alphabétisation.

Un collaborateur

Marco Labrie, chargé du programme intégré au CSI, a suivi une formation en technique de travail social et c'est à la suite d'un stage en République dominicaine en 1986 qu'il s'est vivement intéressé au milieu de la solidarité internationale. Il s'investit au CSI depuis treize ans. Il a donc vu la naissance du partenariat entre le CSI et Kilabo. Depuis cette alliance, les projets vont bon train et les résultats sont palpables. Le budget pour la période actuelle alloue 198 000\$ pour les activités au Mali. D'autres beaux projets pourront donc être mis en oeuvre et feront briller les yeux du peuple malien.

Karine Therrien

CRÉMI

Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

TOUS LES MERCREDIS
FORMATION D'INITIATION
À INTERNET

C'EST
GRATUIT!

TOUS LES MARDIS
ACCÈS À INTERNET

Pour réservation : 346-0101

LA TABLE RONDE DES
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Téléphone : (819) 566-2727

Fax : (819) 566-2664

Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

De la petite flamme au feu de la solidarité

1992, à Collique en banlieue de Lima, une équipe multidisciplinaire de professionnels péruviens et de deux coopérantes canadiennes fondent un groupe de coopération en santé populaire qu'ils appellent Ayni Salud. Depuis quelques années déjà, ils interviennent dans ce «pueblo joven» de près de 60 000 habitants [...] pour enrayer le mécanisme implacable des maladies infectieuses et de la malnutrition. [...]

Grâce à la coopération canadienne, une petite polyclinique voit alors le jour dans la zone 3 de Collique les futurs membres d'Ayni Salud entament là leurs premières actions avec la communauté. Un premier groupe de femmes s'organise autour de la polyclinique [...]. C'est à ce moment que naît le rêve qui nourrit Ayni Salud jusqu'à aujourd'hui, celui de créer un modèle alternatif de santé plus intégral, humain et participatif, qui renforce les capacités des femmes et des hommes et en fait de réels protagonistes dans le développement local et national des systèmes de santé.

[...] Des premiers contacts sont faits avec la région de l'Estrie vers 1993, alors qu'Ayni Salud cherche du financement pour un projet de lutte contre la malnutrition des enfants de 0 à 5 ans. Entre Ayni Salud, Rallye Tiers-Monde Estrie et le Carrefour de Solidarité Internationale (CSI), c'est le début d'une collaboration qui s'intensifiera d'années en années. Les liens de confiance bien établis, un pro-

gramme de développement de 3 ans a vu le jour grâce au soutien du ministère des relations internationales du Québec, Rallye Tiers-Monde Estrie, Solidarité Nord-Sud des Bois-Francs et même la fondation Éco Tiers, il s'intitule «Programme Réseau populaire de santé». [...]

Programme Réseau populaire de santé

En juin 1998, [...] Collique compte déjà près de 100 000 habitants. La ville est formée de 8 zones et est scindée en 3 blocs stratégiques pour les besoins du programme. Dans chacun de ces blocs, un groupe de femmes travaille directement avec Ayni Salud. [...] Ce sont des femmes conscientes des problèmes de santé de leur communauté et prêtes à donner de leur temps pour tenter d'y remédier. [...] Elles participent à des sessions et des ateliers de formation [...] sur la malnutrition, les maladies infectieuses, les MTS et les maladies respiratoires. Elles sont également sensibilisées aux problèmes d'hygiène, aux

différentes sortes de vaccins et à l'importance de passer des tests de détection de cancer. [...]

L'intervention

C'est le moment pour les femmes de mettre en pratique leurs apprentissages. Elles font des visites à domicile dans leurs quartiers respectifs pour annoncer des activités, détecter des problématiques et donner des conseils. Elles font des campagnes de «poids et mesure» auprès des enfants pour détecter les cas de malnutrition, des campagnes de santé de la femme, elles donnent à leur tour des ateliers pour les femmes de leur quartier. Le groupe de femmes du bloc 2 gère la polyclinique de la zone 3. Celle-ci s'est rapidement développée et s'autofinance presque entièrement. Les services offerts sont : médecine générale, pédiatrie, obstétrique, psychologie, dentisterie, pharmacie, laboratoire et salle d'accouchement.

Dans le cadre du «volet jeunes» du programme, des jeunes participent aux activi-



Amérique du Sud

tés de prévention dans le milieu scolaire, à des ateliers d'éducation sexuelle adaptée à partir d'un guide élaboré par le Centre de santé des femmes de l'Estrie. [...] Une coopérative d'épargne et de crédit permet aussi aux femmes et aux jeunes impliqués dans le programme d'avoir accès à de petits crédits.

Les réalisations et les perspectives

La finalité du programme était de créer un réseau populaire de santé, regroupant plusieurs organisations du milieu. En juillet 2000, le réseau a été constitué officiellement. Il regroupe 18 organisations de base de Collique. À moyen terme, un plan d'action commun va être mis sur pied pour intervenir de manière efficace dans les zones les plus dé-

Nom officiel: République du Pérou

Capitale: Lima

Nombre d'habitants: 24 797 000

Espérance de vie: 68,3 ans

Mortalité infantile: 45 pour 1000

Langues officielles: Espagnol, Quechua

Autres langues: Aymara (Andes), Arawak (Amazonie)

Taux d'alphabétisation: 88,3%

Monnaie: Nouveau sol

munies. D'ici 2004, le réseau sera un interlocuteur incontournable dans le développement local de Collique.

Daniel Vanovershelde
CSI

CNT

La Commission des Normes du Travail

vous informe!

Hausse du salaire minimum

La Commission des normes du travail vous informe qu'à compter du 1^{er} février 2001, le salaire minimum augmente. Les taux du salaire minimum en vigueur au 1^{er} février 2001 sont :

| | |
|--|--|
| Taux général : | 7 \$ / heure |
| Salariés qui reçoivent habituellement des pourboires : | 6,25 \$ / heure |
| Domestiques résidant chez leur employeur : | 280 \$ / semaine, pour une semaine normale de travail fixée à 49 heures. |

Réduction de la semaine normale de travail

De plus, la semaine normale de travail a été réduite à 40 h au 1^{er} octobre 2000. La semaine normale de travail, telle que fixée par la Loi sur les normes du travail, permet de déterminer à partir de quel nombre d'heures de

travail par semaine un salarié doit voir son salaire horaire habituel majoré de 50 % (temps et demi). Il y a toutefois quelques exceptions à l'application des dispositions relatives à la durée de la semaine normale de travail.

Pour toute information relative aux nouveaux taux du salaire minimum, à la durée de la semaine normale de travail ou à toute autre norme du travail, communiquez avec les services à la clientèle de la Commission des normes du travail.

Grande région de Montréal

(514) 873-7061

Ailleurs au Québec, sans frais

1 800 265-1414

Internet

www.cnt.gouv.qc.ca

Les normes du travail, comme les gens, ça se respecte.

Québec
Commission des
normes du travail

-- CHÔMAGE --

Disponibilité... Oui ou non ???

Toute personne qui reçoit des prestations régulières de chômage pourra être appelée à démontrer sa disponibilité. Les exigences des agents de la Commission de l'assurance-emploi peuvent sortir des sentiers battus et vous paraître exagérées. C'est souvent le cas et malheureusement, la méconnaissance de la Loi et de la jurisprudence en matière de disponibilité est à l'origine de bien des abus à l'égard des prestataires.

Une loi très vague

La Loi est un peu vague sur cette question. L'article 18 mentionne qu'un prestataire doit prouver qu'il est, chaque jour ouvrable, «capable de travailler et disponible à cette fin et incapable d'obtenir un emploi convenable». Une publication du ministère intitulée «Droits et obligations du prestataire» précise, en partie, ce qui est exigé. Celle-ci explique qu'un prestataire doit dresser une liste des employeurs avec lesquels il a communiqué pour obtenir un emploi et indiquer les dates auxquelles il les a contactés. Il y est aussi mentionné qu'il doit être prêt à fournir ces renseignements sur demande.

Aucune précision n'est faite quant au nombre de démarches à faire par semaine. Rien non plus sur l'importante notion d'emploi convenable pourtant mentionnée à la fois dans cette publication et dans la Loi. Quel doit être le rôle de la Commission en cette matière: éducation ou répression? La jurisprudence est claire: la Commission a le devoir d'expliquer ce qu'elle attend d'un prestataire. De plus, lorsqu'elle n'est pas satisfaite des démarches effectuées par un prestataire, l'équité et la justice naturelle exige qu'elle l'avise des exigences précises et lui laisse un délai afin de remédier à la situation. Après ce délai, généralement 4 semaines, si le prestataire ne rencontre pas les exigences énoncées, la Commission sera justifiée de le rendre inadmissible.

Service d'aide ou de contrôle

Il y a quelques années, le ministère a lancé un «service d'aide aux prestataires». Des prestataires sont obligés d'assister à des entrevues de groupe où leur sont expliquées les exigences ci-dessus mentionnées. Quelques semaines plus tard, les gens doivent rencontrer un agent et lui présenter la liste de leurs démarches. Si l'agent décelé des difficultés, il les réfère vers des services externes d'aide à la recherche d'emploi.

Cet objectif, louable au départ, camoufle en réalité un système de contrôle des prestataires. En effet, c'est devenu un moyen de couper leurs droits aux prestations. Depuis quelques mois, l'étape de vérification auprès des individus est assumée par la section des enquêtes et contrôles du ministère. La pratique des enquêteurs est très intimidante et les menaces sont à peine voilées. De plus, ces derniers avancent des exigences qui n'ont aucun fondement.

Ce n'est pas acceptable d'abuser ainsi des gens alors que le surplus des coffres de l'assurance-emploi atteint plus de 30 milliards de dollars. Plutôt que de s'acharner sur la disponibilité des sans-emploi, l'État devrait s'attaquer à la non-disponibilité des emplois.

Denis Poudrier, MCCE


Le syndicat des prestataires de
l'assurance-chômage en Estrie

ACTIF DEPUIS 1980

(819) 566-5811(819)

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Membre du MASSE

Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi

Un stage au Pérou

Une grande aventure

Au tout début, la seule chose qui m'importait c'était de partir, de quitter pour la première fois mon pays. Partir n'importe où, peu m'importait la destination. Je voulais voir le monde pour vrai plutôt qu'à travers l'écran du téléviseur. Enfin, la chance m'a été donnée, par le programme Québec sans frontière, d'aller voir de mes propres yeux un autre monde, une tout autre réalité. Et surtout, de vivre cette nouvelle réalité.

Je suis donc partie au Pérou le 23 mai 2000 en compagnie de 9 autres personnes que je connaissais à peine, mon dictionnaire français-espagnol en poche et le cœur rempli de crainte et d'espoir de découvrir quelque chose d'extraordinaire pendant ces deux mois et demi.

Je fus logée par la famille Segovia Flores. Elle devenait ma famille adoptive pour la durée de mon séjour. Alors, du jour au lendemain, je n'avais plus deux frères mais bien sept frères et soeurs! Tout un changement et quelle famille! Cette famille fut extraordinaire pour moi. Ils m'ont intégrée dans leur famille comme étant une membre à part entière. J'ai participé à toutes leurs activités quotidiennes.

Conditions de vie difficiles

Pour les gens de la communauté où j'ai vécu, la vie n'est pas facile. Avec nos yeux de Nord-américains, elle pourrait paraître pour certains ou certaines invivable. Dans ma maison péruvienne, nous avions l'eau courante seulement le matin jusqu'à 10 heures. Donc à chaque jour, nous devions prévoir une réserve d'eau jusqu'au lendemain matin. Seulement les plus fortunés ont des douches, les autres se lavent «à la mitaine». À Collique, les gens vivent é-

galemment entassés les uns sur les autres. Alors, il n'est pas difficile de s'imaginer la pollution et les déchets qui traînent un peu partout dans les rues... De plus les emplois se font très rares. Il n'est pas surprenant de voir des enfants travailler pour venir en aide à leur famille.

sante en me disant: « Si au moins mon espagnol était meilleur je pourrais... faire quoi au juste ? »

Souvenirs inoubliables

L'accueil des gens, leur générosité et leur chaleur humaine. Les marchés en plein air remplis de monde et de



Peu d'espace pour contenir tant de mouvements et d'énergie!

Source: Chantal Guillemette

Mon implication

J'ai travaillé dans un centre pour les enfants. J'ai aidé les professeures dans leurs activités éducatives quotidiennes. J'ai pu observer et réaliser combien ils ont peu de moyens. Les professeures sont seules avec plus de 40 enfants par classe. Elles n'ont que très peu de matériel pour faire apprendre les enfants et l'espace de jeu est si restreint pour contenir tant de mouvements et d'énergie! Je peux vous dire que la petite québécoise a eu bien des maux de tête à la fin de ses journées! Je me suis sentie souvent impuis-

manches de toutes sortes. Les jeux de soccer ou de volleyball dans les rues. La musique partout, les fêtes et la salsa, le pacifique et l'espagnol, toutes des petites choses très simples qui font du Pérou un pays inoubliable!

Conclusion

Grâce à cette expérience, j'ai su me dépasser, aller au-delà de mes préjugés pour rencontrer ces gens d'une autre culture. Ce n'est pas une expérience facile à vivre. C'est dérangeant et même parfois bousculant. Aujourd'hui, j'apprécie davantage ce que j'ai comme conditions de vie. J'ai emporté avec moi des souvenirs et des images inoubliables. Chaque visage des enfants que j'ai côtoyés ainsi que l'amitié des professeures ont une place privilégiée dans mon cœur. **HASTA LA VISTA PERÙ**

Chantal Guillemette
Stagiaire



Association interculturelle de l'Estrie
Tél. : 819-822-4180 Téléc. : 819-822-4415
Site Web : www.aide.org
Courriel : aide@aide.org

Par le biais du projet **Bénévolat Branché VolNet**, nous offrons aux organismes bénévoles un branchement gratuit à Internet pour une année et la possibilité d'acquérir un ordinateur à prix réduit. Les participants bénéficient de 3 niveaux de formation qui leur permettent d'acquérir les connaissances nécessaires à une bonne utilisation d'Internet en milieu de travail. À la portée des organismes d'ici, ce projet est une initiative d'Industrie Canada. **Renseignez-vous!**

-- VOUS ET VOS DROITS --

Les tribunaux québécois ont-ils compétence pour entendre une cause concernant des enfants qui ne résident plus au Québec?

Faits:

Les faits soumis au tribunal sont les suivants. Lors d'un jugement de divorce prononcé au Québec en 1998, la garde des enfants a été confiée à la mère qui a été autorisée à déménager avec eux en Belgique. Le père veut demander un changement de garde étant donné qu'il n'a pu voir les enfants au cours de la dernière année malgré les droits d'accès qui lui avaient été accordés.

La mère a, de son côté, présenté en Belgique une requête en annulation des droits d'accès au père. Elle prétend que les juges du Québec n'ont pas compétence pour se prononcer sur le changement de garde des enfants.

Question:

Pensez-vous que les juges du Québec peuvent entendre la cause?

Décision:

En vertu de la Loi sur le divorce, la Cour supérieure du Québec a compétence mais les juges préfèrent que ce soit le Tribunal de Belgique qui se prononce dans ce dossier.

Motif:

La cour du Québec a compétence pour modifier la garde des enfants. Cependant le juge de la Cour supérieure considère que le tribunal belge est mieux à même de trancher le litige. Il est dans l'intérêt de l'enfant qu'une décision concernant la garde des enfants soit rendue par un tribunal de Belgique, là où ils vivent et grandissent depuis déjà deux ans.

En vertu du Code civil du Québec un tribunal, bien que compétent pour trancher un litige, est autorisé à décliner compétence s'il estime que les autorités d'un autre État sont plus à même de le faire.

Micheline Plante, avocate

Centre communautaire juridique de l'estrie

Téléphone: (819) 563-6122

«Missionnaires» en République Dominicaine

Holà République Donimicalne

Plusieurs pourraient esquisser une certaine grimace en entendant ces quelques mots: «missionnaires en République Dominicaine». Cependant, pour 18 jeunes du Collège de Sherbrooke, cette simple expression ne peut empêcher de susciter chez eux un sourire rempli de merveilleux souvenirs.



Source: Jasmin Parenteau

Le 16 décembre dernier, ce groupe de collégiens dont j'ai fait partie s'est envolé pour la République Dominicaine afin d'aller donner un petit coup de pouce à un missionnaire déjà installé depuis longtemps dans le village de Michès, au nord-est de l'île.

Une autre culture

Recrutés par la «pasto» du collège, nous avons beaucoup appris sur nous ainsi que sur les autres en s'apprivoisant et en se confiant nos peurs. Par contre, le plus gros de ce périple a bien sûr été de s'ouvrir à cette nouvelle culture. Rares sont ceux qui maîtrisaient déjà

l'espagnol. Pour ma part, mines et dictionnaire ont vites intégré mes discussions dans cette nouvelle langue. De plus, notre immersion s'est poursuivie en famille d'accueil. C'est d'ailleurs là que nous avons le plus appris sur les moeurs et coutumes de la place, ainsi que sur les rapports entre hommes et femmes. Parler avec nos parents adoptifs, jouer avec nos frères et soeurs et nous promener dans le village nous ont vraiment permis de comprendre ce qu'est la vie dominicaine; celle-ci basée sur le temps présent. La plus grande chose qui nous a frappés dans ce village est la joie de vivre

qui se dégage de chacun des villageois. Peut-être sont-ils un peu timides à la vue des Blancs, mais un large sourire arrange bien les choses. Bien que la pauvreté soit très présente dans ce milieu, le bonheur semble rayonner dans chaque foyer. Ainsi, l'accueil chaleureux des Dominicains nous a sécurisés énormément.

Un coup de pouce

De notre côté, nous avons peinturé des chapelles nouvellement rénovées, celles-ci serviront également de lieux de rencontre et de salle communautaire. Disons que notre tâche n'était pas très difficile, mais elle était tout de même grandement appréciée par les gens de la place. De plus, plusieurs enfants se sont joints à nous afin de nous rencontrer et de nous aider. Ce n'est pas leur participation qui nous aura le plus touchés, mais bien leur présence qui restera toujours gravée dans nos mémoires.

Bref, nous avons appris beaucoup de notre expérience dans cet univers totalement opposé à notre petit monde où les valeurs d'argent, de compétition et d'individualité règnent. Deux semaines qui nous ont fait grandir tant au niveau personnel que collectif... Une expérience que chacun d'entre nous s'empresserait de renouveler... Hasta luego!

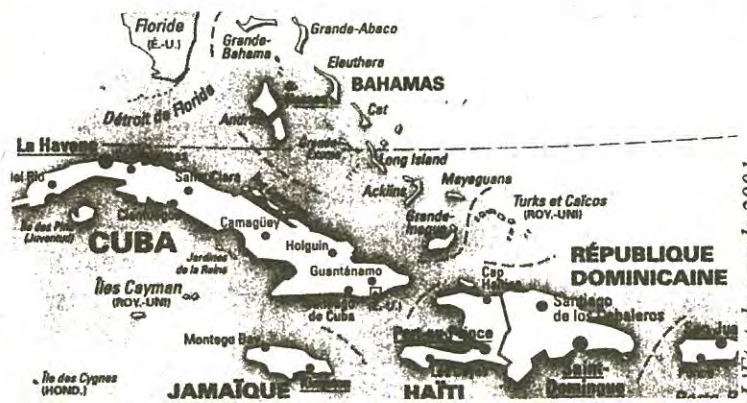
Jasmin Parenteau

Étudiant

Équipement de bureau
QWERT Itée
985, rue Galt ouest, Sherbrooke
562-5079

SERVICE (RÉPARATION TOUTES MARQUES)
VENTE
LOCATION

SMITH CORONA



L'Etat du monde 2001

Nom officiel: République Dominicaine

Capitale: St-Domingue

Superficie: 48 730 km²

Nombre d'habitants: 8 232 000

Espérance de vie: 70,6 ans

Mortalité infantile: 34 pour mille

Langue officielle: Espagnol

Autres langues: Créole français

Taux d'alphabétisation: 81,5%

Monnaie: Peso dominicain

Source: Geographia: Atlas du monde illustré, 2000

SPE

Solidarité Populaire Estrie
187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
TÉL.: (819) 562-9547

Une coalition pour une répartition équitable de la richesse

Corporation de développement économique communautaire (CDEC) de Sherbrooke

POUR UN DÉVELOPPEMENT... AUTREMENT!

891, rue Bowen Sud, Sherbrooke (Québec) J1G 2G3
Tél.: (819) 563-1600 Tél.: (819) 566-0005

L'expérience d'un village malien

Sur les petites routes de la démocratie

«Pour qu'ensemble nous emprunions le chemin d'un avenir meilleur». Cet extrait de la dédicace aux anciens résume bien le contenu de ce livre, qui rapporte les différentes étapes parcourues par la population d'un village de Fereintoumou au Mali, sur le chemin de leur avenir.

Oeuvre collective qui résulte de la mise en commun d'expériences diverses, de compétences variées et d'analyses scientifiques, les auteurs décrivent les buts poursuivis, les obstacles rencontrés, les solutions proposées et les résultats obtenus dans la mise en place de structures adaptées au contexte traditionnel villageois aussi bien qu'à l'effort de démocratisation qui touche tout le pays. C'est au quotidien que nous pouvons suivre la popula-

tion dans l'apprentissage de la démocratie et de la responsabilité individuelle et collective menant à l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble du village.

Les auteurs témoignent aussi de la souplesse d'un projet de coopération sous la responsabilité de SUCO, grâce auquel les intervenants ont développé une approche respectueuse de la culture locale, des structures traditionnelles et du temps de réaction de la population. Cette expérience a permis de développer la solidarité au sein du village, de réaliser des progrès sur la voie de son autonomie et a fait naître la collaboration entre plusieurs villages, ce qui laisse déjà présager un meilleur avenir.

Une expérience qui présente un immense intérêt pour celles

Moussa Konaté, Paule Simard, Cloude Giles, Lyne Caron

Sur les petites routes de la démocratie

L'expérience d'un village malien

Préface de Ricardo Perrella



Maquette de la couverture

et ceux qui cherchent à instaurer une démocratie authentique dans le tiers-monde comme chez-nous.

Fannie Brisson

Source: Les éditions ÉCO-SOCIÉTÉ, catalogue 2000-2001, page 6

KONATÉ, Moussa, SIMARD, Paul, GILES, CARON, Lyne, *Sur les petites routes de la démocratie: l'expérience d'un village malien*. Montréal, les Éditions ÉCOSOCIÉTÉ, 2000, 162 pages.

Félicitations à Madame Jeannine Roberge!

Mme Roberge est l'heureuse gagnante d'une peinture sur verre (valeur 700 \$) de l'artiste Christiane Bédard.

Le tirage, dont les profits sont allés au journal *Entrée Libre*, a eu lieu le 6 janvier dernier au Presse Boutique Café

Merci à tous ceux qui nous ont encouragés!



S'abonner c'est se donner les moyens de mieux s'informer

Abonnement régulier 15 \$
Institutions, organismes 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s) adressé à :

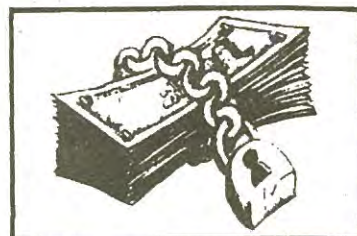
Entrée Libre

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____



LE FINANCEMENT
DES
GROUPES
POPULAIRES

De l'auteur colombien Alvaro Mutis

Le dernier visage

À TRAVERS une série de récits, l'auteur colombien Alvaro Mutis nous transporte d'une époque à une autre, d'un continent à un autre. L'auteur au style parfois baroque, parfois gothique, au ton incisif, voire cynique orchestre sous nos yeux les rencontres de personnages en quête des «raisons de leurs jours». C'est ainsi qu'un manuscrit retrouvé dans la liquidation d'une librairie londonienne nous entraîne en Colombie où repose Bolivar le libérateur sur son lit de mort. En Grèce, un athée dans l'empire byzantin échappe aux pires sévices malgré son refus et sa critique de la religion. Il rencontrera une femme qui bouleversera sa vie et se livrera, vaincu par son propre fanatisme, aux mains de l'ennemi. Au Mexique, le palais noir est le nom donné à la prison de Lecumberri. Des chroniques composent un carnet personnel (dont nous ignorons l'auteur) où l'univers de la drogue empoisonne tous les lieux communs de la prison et déforme la réalité des prisonniers.

D'UNE contrée à l'autre, du plus profond de la forêt aux mers les plus lointaines, la quête est toujours la même, presque dérisoire, tellement impossible. Quelque chose de douçâtre, mais qui donne l'impres-



Maquette de la couverture

sion d'une urgence désespérée et grave.

À TRAVERS les sept histoires de cet ouvrage, Alvaro Mutis évoque des thèmes qui transcendent les époques, les conjonctures et les personnages qui les incarnent. Il importe peu qu'il s'agisse de la Colombie ou de la Grèce puisque la faiblesse, la déraison humaine, le fanatisme religieux, le refus des étiquettes, la mort et les idéologies côtoient toujours notre curiosité. Alvaro Mutis nous ramène à les considérer comme des facteurs intrinsèques de la condition humaine.

Fannie Brisson

Source: Tania Vachon, *Alternatives*, vol.7, no. 5, janvier 2001

MUTIS, Alvaro. *Le dernier visage*, Paris, Éditions Grasset, collection «Le livre de poche», 1991, 213 pages.

Recherchons équipiers et équipières

Se joindre à l'équipe d'Entrée Libre permet de s'impliquer humainement et socialement.

CONTACTEZ-NOUS : 821-2270